

Zeitschrift: Jahrbuch des Unterrichtswesens in der Schweiz
Band: 21/1907 (1909)

Artikel: Nachtrag
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-771876>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

1. Les docteurs et les licenciés de l'Université de Genève;
2. Les bacheliers en théologie de cette Université;
3. Les personnes munies des deux diplômes de bachelier ès lettres et de bachelier ès sciences de l'Université de Genève;
4. Les personnes munies de diplômes équivalents. Le Bureau, sur le préavis de la Faculté, statue sur cette équivalence.

Les épreuves sont divisées en deux séries, qui peuvent avoir lieu à la même époque, ou à des époques différentes, et qui sont appréciées séparément.

Première série: 1. Un examen oral sur l'histoire de la philosophie.

2. L'ensemble des épreuves spéciales de la licence ès lettres, ordre de la philosophie¹⁾ (art. 42, § IV).

Sont dispensés de cette première série d'épreuves les licenciés ès lettres de l'Université de Genève (ordre de la philosophie). Pourront en être dispensés les personnes en possession de titres ou de diplômes jugés équivalents par la Faculté.

En s'inscrivant pour cette première série d'épreuves, les candidats payeront 50 fr. acompte sur les 200 exigés pour le doctorat. En cas d'insuccès, la moitié de cette somme leur sera rendue.

Seconde série: 1. Publication conformément à l'article 28 et soutenance d'une thèse en français ou en latin sur un sujet choisi par le candidat dans le champ des études philosophiques.

2. Soutenance de propositions, générales et particulières, portant sur l'ensemble des disciplines philosophiques.

Les dispositions relatives à cette seconde série d'épreuves sont identiques à celles des deux derniers alinéas de l'art. 47, concernant le doctorat ès lettres.

Nachtrag.

77. 1. Arrêté approuvant le règlement de l'Ecole supérieure de commerce de jeunes filles à Fribourg. (Du 16 février 1906.)

Le Conseil d'Etat du canton de Fribourg, vu son arrêté du 1^{er} août 1905, relatif à l'établissement de cours de commerce pour jeunes filles; vu la loi du 18 juillet 1882 sur l'enseignement industriel, littéraire et supérieur;

considérant:

L'Ecole supérieure de commerce de jeunes filles, établie cet automne, s'est ouverte dans les meilleures conditions. On peut bien augurer de son avenir;

Il y a lieu de pourvoir cette institution d'un règlement organique;

Sur la proposition de la Direction de l'Instruction publique,

Arrête:

Les dispositions suivantes sont adoptées et entreront en vigueur sous le titre de
Règlement du 16 février 1906 de l'Ecole supérieure de commerce de jeunes filles du canton de Fribourg.

¹⁾ Le candidat désignera, avec l'assentiment de la Faculté, trois branches de la philosophie et une période de l'histoire de la philosophie sur lesquelles devront porter les épreuves. Il fera également agréer par la Faculté le choix des textes qu'il doit expliquer et dont l'un au moins devra se rapporter à la période particulièrement étudiée en vue de l'examen.

Epreuves écrites. — 1^o Une composition sur un sujet de philosophie; 2^o Une composition sur une question d'histoire de la philosophie.

Epreuves orales. — 1^o et 2^o Explication de deux textes philosophiques en deux langues différentes, grecque, latine, française, allemande ou anglaise, au choix du candidat; 3^o et 4^o Deux interrogations de philosophie.

I. Organisation.

Art. 1^{er}. L'école supérieure de commerce de jeunes filles relève du Conseil d'Etat et est placée sous le contrôle spécial de la Direction de l'Instruction publique.

Art. 2. Le personnel enseignant est nommé par le Conseil d'Etat pour une durée de quatre ans. La nomination peut être précédée d'un concours.

Art. 3. L'école comprend trois années d'études.

Pour entrer en I^{re} année, les élèves doivent être âgées de 15 ans et justifier d'au moins deux ans d'études secondaires. L'admission des nouvelles élèves en II^{me} et III^{me} années est prononcée ensuite d'un examen destiné à prouver qu'elles ont les connaissances requises pour suivre avec fruit la classe qu'elles veulent fréquenter.

Art. 4. Les élèves régulières suivent tous les cours obligatoires. Les auditrices sont astreintes à un minimum de 12 heures de leçons par semaine, quelles que soient les branches choisies.

Art. 5. Les élèves qui n'habitent pas avec leurs parents doivent loger et prendre pension dans un convict approuvé.

Art. 6. Les élèves régulières acquittent une finance annuelle de 80 fr.; les auditrices versent 5 fr. par heure de cours hebdomadaire et par année; ces sommes sont payables au début du premier trimestre.

Art. 7. L'année scolaire commence la première semaine d'octobre et se termine la dernière semaine de juillet. En outre, les cours sont interrompus du 24 décembre au 3 janvier exclusivement, ainsi que pendant la quinzaine de Pâques.

Art. 8. Les leçons ont lieu entre 8 et 11 h. du matin et entre 2 et 6 h. de l'après-midi. Il est prévu un repos d'un quart d'heure à 10 h. et à 4 h.

Art. 9. Tout congé doit être précédé d'une demande d'autorisation, signée des parents ou du tuteur et adressée à la maîtresse surveillante. Les absences doivent être justifiées par les mêmes personnes.

Art. 10. L'école possède des collections de produits commerciaux, ainsi qu'une bibliothèque dont les ouvrages et les périodiques sont mis gracieusement à la disposition des élèves, particulièrement en vue de la préparation de rapports et de conférences.

II. Examens et diplôme.

Art. 11. Des compositions trimestrielles ont lieu en décembre et en mars. Un examen oral et écrit termine l'année scolaire. Les résultats en sont consignés dans les bulletins adressés par l'école aux parents des élèves. La note minimum 4 est exigée dans toutes les branches obligatoires pour la promotion dans une classe supérieure.

Art. 12. Les élèves régulières seules sont admises à subir l'examen de diplôme. Un jury est nommé à cet effet par la Direction de l'Instruction publique. L'examen porte sur le programme entier des trois années; il comprend, pour chaque branche, une épreuve écrite et une épreuve orale. La note minimum 4 est exigée pour toutes les branches obligatoires. Les degrés du diplôme sont *Très bien*, pour une note moyenne de 6½ à 8; *Bien*, de 5 à 6½, et *Assez bien*, de 4 à 5.

Art. 13. Le résultat de l'examen dans chaque branche est déterminé au moyen de notes indiquées par des chiffres dont la signification est: 8 = distingué, 7 = très bien, 6 = bien, 5 = assez bien, 4 = faible, 3 = insuffisant, 2 = mal, 1 = très mal, 0 = nul.

Art. 14. Le présent règlement entrera en vigueur dès sa promulgation.

Il sera publié par la voie de la *Feuille officielle*, imprimé en livrets et inséré dans le *Bulletin des lois*.

Donné en Conseil d'Etat, à Fribourg, le 16 février 1906.

78. 2. Schulordnung der Verkehrsschule St. Gallen. (Vom 16. Juli 1904.)

Wir Landammann und Regierungsrat des Kantons St. Gallen, in weiterer Ausführung des Großratsbeschlusses betreffend die Ausscheidung der Verkehrsschule und der höhern Schule (Akademie) für Handel, Verkehr und Verwaltung, vom 17. November 1903,

verordnen was folgt:

I. Die Schule.

Art. 1. Die Verkehrsschule hat die Aufgabe, den angehenden Beamten der öffentlichen Verkehrsdienste durch Vermittlung einer beruflichen Vorbildung und Erweiterung ihrer allgemeinen Bildung die Aneignung derjenigen Kenntnisse und Fertigkeiten zu ermöglichen, welche ihnen in ihrer Berufstätigkeit unentbehrlich sind.

Art. 2. Die Anstalt besteht aus vier Fachschulen für Eisenbahn-, Post-, Telegraphen- und Zollwesen, sowie aus einem Vorkurs.

Art. 3. Der Vorkurs bietet Kandidaten, deren Bildungsgang im allgemeinen zur Aufnahme in die Fachschule ausreichen würde, deren Vorbildung aber lückenhaft ist, Gelegenheit, die noch mangelnden Kenntnisse zu erwerben.

Art. 4. Die Verkehrsschule untersteht dem Regierungsrate des Kantons St. Gallen.

Die Aufsicht über die Anstalt führt unter dem Vorsitz des zuständigen Departementes eine vom Regierungsrate gewählte Aufsichtskommission von sieben Mitgliedern.

Die Leitung des Schulbetriebes besorgt der Direktor.

Um die Beziehungen der Schule zu den Verkehrsdiensten lebendig zu erhalten, können nach Gutfinden der Aufsichtskommission besondere Fachkommissionen eingesetzt werden.

Art. 5. Die vier Fachschulen haben je einen zwei Jahre umfassenden Unterrichtsgang, der für jeden Schüler obligatorisch ist.

Im Falle des Bedürfnisses kann der Unterrichtsgang bis auf drei Jahre ausgedehnt werden.

Art. 6. Der Vorkurs hat einen dem jeweiligen Ausbildungsbedürfnis der Teilnehmer angepassten Lehrgang.

Er hat den doppelten Zweck, Kandidaten, welche im Frühjahr in die Verkehrsschule einzutreten beabsichtigen, hierfür vorzubereiten, und Schülern, welche trotz ungenügender Vorbildung in einzelnen Fächern Aufnahme in die Verkehrsschule gefunden haben, die nötige Ergänzung des Wissens zu bieten.

Art. 7. Das Schuljahr beginnt jährlich Mitte April und endet nach den jährlichen Prüfungen in der zweiten Hälfte März.

Die Schule hält Ferien vom letzten Samstag Juli an sechs Wochen, über Weihnacht und Neujahr zwei Wochen und von den Prüfungen bis zum Beginn des neuen Schuljahres drei Wochen.

II. Die Schüler.

Art. 8. Der Eintritt von Schülern in die Fachklassen der Verkehrsschule findet in der Regel nur beim Beginn eines Jahreskurses statt.

Die Anmeldungen sind gemäß den jeweiligen Bekanntmachungen dem Direktor der Anstalt einzusenden. Denselben sind Geburtsschein, Schulzeugnisse und allfällige Ausweise über die Tätigkeit nach Verlassen der Schule beizulegen.

Spätere Anmeldungen werden zwar noch tunlichst berücksichtigt, unterliegen aber, wenn eine besondere Aufnahmeprüfung nötig wird, einer Gebühr von Fr. 10.—.

Art. 9. Jeder Angemeldete hat sich einer Aufnahmeprüfung zu unterziehen. Bei dieser werden zum Eintritt in den ersten Jahreskurs die Kenntnisse verlangt, welche durch den erfolgreichen Besuch von drei Klassen einer Sekundar-

schule erreicht werden können. Ausnahmsweise kann die Aufnahme schon nach dem Besuche von zwei Klassen stattfinden.

Bewerber um den Eintritt in den zweiten Jahreskurs haben den Besitz der im ersten Jahreskurs vermittelten Kenntnisse sowohl in den allgemeinen, als in den Berufsfächern nachzuweisen.

Die Schüler müssen der deutschen Sprache so weit mächtig sein, daß sie dem deutsch erteilten Unterricht mit Nutzen folgen können. Schüler, welche dieser Anforderung nicht genügen, haben im Vorkurs die ihnen mangelnde sprachliche Vorbildung nachzuholen.

Art. 10. Das Mindestalter für den Eintritt in die Fachklassen beträgt 15½ Jahre, das Höchstalter 23 Jahre für die Eisenbahn-, Post- und Zollabteilung und 20 Jahre für die Telegraphenabteilung.

Art. 11. Die Angemeldeten haben sich durch ärztliches Zeugnis nach Vorschrift der Schule über völlige körperliche Tauglichkeit, insbesondere über ungeschwächtes Hör- und Sehvermögen und für den Eintritt in die Eisenbahnschule außerdem über normalen Farbensinn auszuweisen.

Art. 12. Die Aufnahme in den Vorkurs kann bis Anfang November jederzeit erfolgen.

Zur Aufnahme ist ein Alter von mindestens 14½ Jahren erforderlich und eine Vorbildung, welche der in der zweiten Klasse einer Sekundarschule zu erwerbenden entspricht.

Der Lehrerkonvent bestimmt für jeden Schüler des Vorkurses, welche Fächer er zu besuchen und wie lange der Besuch eines Faches anzudauern hat.

Art. 13. Schweizer zahlen kein Schulgeld. Ausländer, die im Kanton wohnhaft sind, zahlen Fr. 50.—, Ausländer, die außerhalb des Kantons wohnhaft sind, Fr. 100.— Schulgeld im Jahr.

Art. 14. An Schulgeld für den Vorkurs zahlen Schweizer Fr. 5.— im Monat oder höchstens Fr. 20.— im Semester, Ausländer Fr. 15.— im Monat oder höchstens Fr. 60.— im Semester. Für die wöchentliche Einzelstunde ist Fr. 1.— per Monat zu bezahlen.

Art. 15. Lehrmittel und Schulmaterialien sind von den Schülern auf eigene Kosten zu beschaffen oder der Schule, wenn von ihr geliefert, zu vergüten.

Art. 16. Jeder Schüler ist zum regelmäßigen Besuch der durch den Stundenplan festgesetzten Unterrichtsstunden verpflichtet.

Dispensation kann einem Schüler nur in besondern, wohlbegründeten Fällen erteilt werden. Gesuche sind in den ersten zwei Wochen des Semesters einzureichen; solche, welche aus Gesundheitsrücksichten gestellt wurden, sind durch ein ärztliches Zeugnis zu belegen.

Art. 17. Ist ein Schüler durch Krankheit verhindert, die Schule zu besuchen, so hat er, wenn möglich sofort, spätestens aber beim Wiedereintritt sich durch ein ärztliches oder ein anderes glaubwürdiges Zeugnis auszuweisen.

Wenn ein zum Unterricht erscheinender Schüler diesen wegen Unwohlsein oder aus andern Gründen verlassen muß, so hat er beim Lehrer derjenigen Unterrichtsstunde, die er zuerst versäumt, persönlich die Erlaubnis zum Weggang einzuholen.

Für jede andere Unterbrechung des Schulbesuches ist zum voraus beim Direktor ein Urlaub nachzusuchen.

Art. 18. Zum Beginn und Schluß jeder Unterrichtsstunde wird mit der Glocke ein Zeichen gegeben.

Zwischen zwei Unterrichtsstunden findet eine Unterbrechung von 10 Minuten statt; um 10 und 4 Uhr wird dieselbe auf 15 Minuten erstreckt.

Art. 19. Jeder Schüler hat sein Logis, d. h. Wohn- und Kosthaus, in die vom Direktor geführte Liste eintragen zu lassen und Veränderungen unverzüglich anzuzeigen. Schüler, welche nicht bei ihren Eltern wohnen, können, wenn ein Logis unstatthaft befunden wird, unter Anzeige an den Inhaber der

väterlichen Gewalt, verhalten werden, dasselbe sofort zu verlassen, ohne daß eine Mitteilung der Gründe an den Logisgeber zu erfolgen hätte.

Auch Schüler, welche nur das Mittagessen außer dem Elternhause nehmen, sind zur Anzeige des Kostortes verpflichtet.

Das Logieren in Wirtschaften ist nur auf besondere Bewilligung des Direktors gestattet.

Art. 20. Alle Schüler haben mit Ausnahme der Ferienzeit das vorgeschriebene Abzeichen zu tragen.

Art. 21. Die Anstalt erwartet von jedem Schüler, daß er die Konfession der Mitschüler achte und sich jeder verletzenden Äußerung über die Übungen und Gebräuche der verschiedenen Konfessionen enthalte.

Art. 22. Die Schüler sind zu einem anständigen Betragen innerhalb und außerhalb der Schule, zu einem achtungsvollen Benehmen gegen Lehrer und Behörden, sowie zur genauen Befolgung aller getroffenen Anordnungen verpflichtet. Schüler, welche andauernd einen nachteiligen Einfluß auf ihre Mitschüler ausüben, werden von der Anstalt ausgeschlossen.

Auch während der Ferien haben sich die Schüler des guten Rufes der Anstalt würdig zu verhalten und sind für ihr Betragen verantwortlich.

Art. 23. Der mäßige Besuch von Wirtschaften ist Schülern, die das 17. Altersjahr vollendet haben und sich eines guten Verhaltens in und außer der Schule befleißigen, erlaubt. Der Lehrerkonvent kann hierfür bestimmte Wirtschaften bezeichnen.

Die Erlaubnis zum Wirtshausbesuch kann jedem Schüler wegen ungenügenden Leistungen oder als Disziplinarstrafe durch den Lehrerkonvent ganz oder teilweise entzogen werden.

Schüler, welche zur Unzeit, namentlich vormittags an Sonn- oder Werktagen, oder nachmittags vor Beendigung der Unterrichtsstunden, das Wirtshaus besuchen, oder abends nach 10 Uhr ohne Begleitung ihrer Eltern oder deren Vertreter außer ihrer Wohnung betroffen werden, werden strenge bestraft.

Das Kartenspiel in öffentlichen Lokalen, der Besuch von Tanzplätzen und die Teilnahme an Maskeraden u. s. w. ist aufs strengste verboten.

Allen Schülern unter 17 Jahren ist das Rauchen untersagt. Ältere Schüler haben sich im Schulhaus und dessen Umgebung des Rauchens zu enthalten.

Art. 24. Den Schülern des zweiten Jahreskurses ist es unter folgenden Bedingungen gestattet, Vereine zum Zwecke der Fortbildung oder der körperlichen Übung unter sich zu gründen, oder solchen beizutreten:

- a. Statuten und Mitgliederverzeichnisse, sowie Ort und Zeit der Zusammenkünfte sind beim Beginn des Schuljahres dem Direktor zuhänden des Lehrerkonventes zur Genehmigung vorzulegen. Der Direktor kann geeignete Lokale im Schulgebäude zur Verfügung stellen. Alle Veränderungen sind ihm sofort anzuzeigen.
- b. Das Tragen von Farben ist untersagt.
- c. Schüler des ersten Kurses dürfen nicht vor dem letzten Monate des Schuljahres zu den Zusammenkünften eingeladen werden.
- d. Wenn die Trimestermittelnote eines Schülers im Fleiße 2 oder darunter, im Fortschritte $2\frac{1}{2}$ beträgt, so ist der Beitritt zu einem Vereine unzulässig; ist er bereits Mitglied, so hat er sofort den Austritt zu nehmen. Schüler, die nicht die erste Sittennote erhalten haben, können vom Lehrerkonvente angehalten werden, jedem Vereine fernzubleiben.

Ein Verein, der sich den Anordnungen nicht fügt, oder Anlaß zu Störungen gibt, kann durch den Lehrerkonvent suspendiert oder aufgehoben werden.

Art. 25. Vernachlässigt ein Schüler seine Pflichten oder übertritt er die gegebenen Vorschriften, so erfolgt nach Umständen Anzeige an die Eltern, und es wird die als angemessen erachtete Strafe verfügt.

Art. 26. Für Beschädigung ist der Schüler ersatzpflichtig; ist dieselbe aus Mutwillen oder aus böser Absicht erfolgt, so tritt zur Entschädigung eine angemessene Buße.

III. Der Lehrkörper.

A. Die Lehrer.

Art. 27. Die Lehrer der Verkehrsschule werden in der Regel nach erfolgter Ausschreibung auf eine ordentliche kantonale Amtsdauer gewählt, ebenso die übrigen Angestellten. Sie erhalten über ihre Anstellungsverhältnisse einen Akt des Regierungsrates.

Art. 28. Jeder Lehrer wird für bestimmte Fächer angestellt, hat sich aber unter Umständen auch dem Unterricht in andern Fächern zu unterziehen, sofern ihm die Aufsichtskommission solche überträgt und seine Kenntnisse ihn dazu befähigen.

Art. 29. Die Lehrer sind in der Regel zur Erteilung von 27 wöchentlichen Unterrichtsstunden verpflichtet. Weitere Stunden können ihnen ausnahmsweise und gegen besondere Entschädigung übertragen werden.

Art. 30. Der Gehalt eines Hauptlehrers beträgt Fr. 3500.— bis Fr. 5000.— im Jahr; er steigt, wenn kein Anlaß zu Klagen vorliegt, jährlich um Fr. 100.—, bis das Maximum erreicht ist.

Der Hilfslehrer bezieht Fr. 150.— für die wöchentliche Unterrichtsstunde im Jahr; derselbe Ansatz gilt für Überstunden.

Art. 31. Die Familie (Gattin und Kinder) eines verstorbenen verheirateten oder verwitweten Lehrers hat auf den Gehalt für drei weitere Monate, vom Todestage an gerechnet, Anspruch.

Wenn ein Lehrer erkrankt, fällt die Entschädigung eines Stellvertreters bis auf 6 Monate dem Staate zur Last.

Art. 32. Die Erteilung von Unterricht an anderen Anstalten, sowie die Annahme anderer Anstellungen oder die Annahme öffentlicher Ämter ohne verfassungsmäßige Pflicht durch die Hauptlehrer ist ohne ausdrückliche Zustimmung der Aufsichtskommission nicht gestattet.

Art. 33. Die Lehrer stehen zunächst unter dem Direktor; sie haben sich seinen Anordnungen zu unterziehen und ihn in allen Verrichtungen zu unterstützen.

Art. 34. Jeder Lehrer ist pflichtig, das einzelne Fach vorschriftsgemäß zu behandeln und den Unterricht nach Stundenplan einzuhalten.

Änderungen und Verschiebungen im Stundenplan sind ohne ausdrückliche Bewilligung des Direktors nicht gestattet.

Art. 35. Gegen Schluß des Schuljahres hat jeder Lehrer über die Methoden seines Unterrichts, den in den einzelnen Fächern und Klassen erreichten Lehr-erfolg und die Erreichung des Lehrzieles an den Direktor zuhanden der Aufsichtskommission schriftlich zu berichten.

Art. 36. Die Lehrer führen genaue Absenzenverzeichnisse; nicht bewilligte und nicht entschuldigte Absenzen sind sofort dem Direktor anzuzeigen. In die Aufsicht über die Schüler außer der Unterrichtszeit haben sich die Lehrer zu teilen.

Art. 37. Die Strafkompetenz des einzelnen Lehrers erstreckt sich auf Zu-rechtweisung und Erteilung von Strafaufgaben oder Strafstunden. Über letztere ist ein Tagebuch zu führen, das im Lehrerzimmer aufliegt. Jede körperliche Züchtigung ist untersagt.

Art. 38. Bei Aufgabe von häuslichen Arbeiten haben die Lehrer gebührende Rücksicht auf die Anforderungen, die jeder von ihnen zu stellen berechtigt ist, zu nehmen, und sich an die durch den Lehrerkonvent zu treffende Verständigung zu halten.

B. Der Lehrerkonvent.

Art. 39. Der Direktor und die Hauptlehrer bilden zusammen den Lehrerkonvent. Die Hilfslehrer können zur Behandlung von Gegenständen, bei denen sie beteiligt sind, mit beratender Stimme beigezogen werden.

Den Vorsitz führt der Direktor.

Art. 40. Der Lehrerkonvent faßt Beschluß über die Aufnahme von Schülern und den Eintritt der Schüler des Vorkurses in die Fachschule, über die Beförderung vom ersten in den zweiten Kurs und die Entlassung von Schülern wegen ungenügender Leistungen — alles unter Vorbehalt der Zustimmung der Aufsichtskommission.

Er ordnet die Aufsicht über die Schüler und gewährt Urlaub von mehr als sechs Tagen, behandelt das Disziplinarwesen der Schule im allgemeinen und wichtigere Disziplinarfälle im besondern und stellt Antrag an die Aufsichtskommission die Wegweisung von Schülern.

Er stellt die Zeugnisse fest. Er macht Vorschläge über Einführung von neuen Lehrmitteln.

Er faßt Beschluß über die Anschaffungen für die Bibliothek gemäß besonderer Verordnung und innerhalb des Budgets.

Er begutachtet Anregungen, welche zur Hebung und Förderung der Anstalt gemacht werden, und behandelt die Fragen des innern Schulbetriebes.

Art. 41. Der Lehrerkonvent versammelt sich ordentlicherweise nach Beginn und vor Schluß eines Trimesters und außerdem, wenn die Geschäfte es erheischen, oder drei Hauptlehrer es verlangen. Er führt über seine Verhandlungen durch einen aus seiner Mitte gewählten Aktuar ein Protokoll.

Durch diese Konferenzen darf der Schulbetrieb nicht beeinträchtigt werden.

C. Der Direktor.

Art. 42. Dem Direktor liegt die unmittelbare Leitung der Schule nach bestehenden Vorschriften und gemäß besonderen Beschlüssen und Aufträgen der vorgesetzten Behörde ob. Er fertigt die Berichte und Anträge an dieselben aus. Amtliche Mitteilungen, welche die Schule betreffen, gehen durch seine Hand. Über Gesuche des Lehrpersonals, welche bei der dem Direktor übergeordneten Behörde eingehen, soll vor der Erledigung dessen Gutachten eingeholt werden.

Art. 43. Der Direktor erteilt den ihm zugewiesenen Unterricht und überwacht den Gang des Unterrichtes der übrigen Lehrer. Die Überwachung der Schüler ist ebenfalls zunächst seine Aufgabe, und er trifft die nötigen Anordnungen.

Er besorgt die Bekanntmachungen und das Anmeldewesen, sowie die damit verbundene Korrespondenz.

Er ordnet das Verfahren bei den Aufnahmeprüfungen und entwirft den Stundenplan; ferner trifft er die Anordnungen für die Schlußprüfungen.

Er führt die Kontrollen über den Bestand der Lehrer und Schüler, über das Absenzenwesen, sowie über die erteilten Zeugnisse.

Er kann Lehrern Urlaub bis auf zwei Tage, Schülern bis auf sechs Tage gewähren. Für längere Zeit ist der Urlaub für Schüler im Einverständnis mit dem Lehrerkonvent zu erteilen.

Wenn einzelne Stunden ausfallen, hat der Direktor dafür zu sorgen, daß die Klassen angemessen beschäftigt werden. Bei längerer Dauer der Abwesenheit eines Lehrers hat sich der Direktor mit dem Präsidenten der Aufsichtskommission über die zu treffenden Maßnahmen zu verständigen. Jeder Lehrer ist beim Ausfall einzelner Stunden zur unentgeltlichen Stellvertretung verpflichtet. Immerhin hat der Direktor darauf Bedacht zu nehmen, daß alle Lehrer möglichst gleichmäßig zu solchen Mehrleistungen herangezogen werden.

Er erteilt die Ermahnungen und Verweise an die Schüler, sowie an das Lehrpersonal. Auf Grund der Beschlüsse des Lehrerkonventes stellt er Antrag auf Ausschluß von Schülern; in dringlichen Fällen verfügt er sofort unter Einholung der Zustimmung des Präsidenten der Aufsichtskommission.

Der Direktor besorgt das Rechnungswesen der Schule gemäß besonderem Reglemente; er führt die Bücher, fertigt die Jahresrechnung und entwirft das Budget, für dessen Einhaltung er besorgt ist.

Der Direktor besorgt die Anschaffungen für die Bibliothek.

Er verwaltet die Reisekasse der Schüler, welcher sämtliche Bußen einverleibt werden, und legt über dieselbe der Aufsichtsbehörde jährlich Rechnung ab.

Der Direktor unterbreitet Anregungen über die Verwaltung und Ausgestaltung der Anstalt und über den Unterrichtsplan der Aufsichtsbehörde. Er verfaßt den Jahresbericht und sorgt nach dessen Genehmigung für angemessene Verbreitung.

Der Direktor überwacht den Unterhalt der Schulliegenschaft, die Lokalitäten, das Inventar und die Sammlungen.

Er leitet die Tätigkeit des Pedells, stellt das Dienstpersonal an und überwacht dasselbe.

Er besorgt alle weiteren zur direkten Leitung der Schule gehörigen Geschäfte.

Art. 44. Bei Verhinderung des Direktors funktioniert sein Stellvertreter. Durch Beschluß der Aufsichtskommission können demselben besondere Aufgaben überwiesen werden.

Zur Mithilfe bei den Bureauarbeiten können, soweit dies das Budget gestattet, die nötigen Hilfskräfte beigezogen werden.

IV. Die Behörden.

Art. 45. Die Aufsichtskommission überwacht im allgemeinen den Gang der Schule und macht Vorschläge über Betrieb und Ausbau derselben. Sie kann die Fachkommissionen zu ihren Verhandlungen beiziehen. Der Direktor hat in derselben beratende Stimme.

Die Mitglieder der Aufsichtskommission machen regelmäßige Schulbesuche und erstatten der Behörde über ihre Beobachtungen mündlichen Bericht.

Art. 46. Die Aufsichtskommission genehmigt den Stundenplan und entscheidet nach Anhörung der Lehrerschaft über die Beförderung von Schülern und die Einführung obligatorischer Lehrmittel. Über die Aufstellung von Reglementen, des Unterrichtsprogrammes und dessen Änderungen, der Jahresrechnung, des Jahresberichtes und des Budgets hat sie dem zuständigen Departemente zuhanden des Regierungsrates Bericht zu erstatten.

Art. 47. Die Aufsichtskommission macht dem zuständigen Departemente zuhanden des Regierungsrates Vorschläge für die Wahlen des Direktors und der Lehrer.

Anträge auf Nichtwiederwahl oder Entlassung sind ebenfalls von ihr zu stellen.

Zur Vertretung des Direktors bezeichnet sie einen Hauptlehrer der Verkehrsschule.

Art. 48. Einzelne Geschäfte können auf dem Zirkulationswege behandelt werden. Dringliche Angelegenheiten erledigt der Präsident der Aufsichtskommission unter Berichtgabe an dieselbe.

Art. 49. Der Vorstand des zuständigen Departementes hat insbesondere nachfolgende Befugnisse und Pflichten:

Er bereitet die Geschäfte des Regierungsrates vor und sorgt für den Vollzug von Beschlüssen dieser Behörden.

Er gewährt Urlaub bis auf 10 Tage an Direktor und Lehrer.

Er entscheidet über Schüleraufnahmen auf Vorschlag der Direktion und der Lehrerschaft, ebenso über die Entlassung und die Ausweisung von Schülern.

Er erledigt Reklamationen und Bewilligungen, sowie andere Geschäfte, für die keine besondere Instanz angewiesen ist.

Er erteilt schriftliche Verwarnungen.

Art. 50. Dem Regierungsrate stehen insbesondere folgende Aufgaben zu:

- a. Die Wahl der Aufsichtskommission und allfälliger Fachkommissionen;
- b. die Wahl und Entlassung des Direktors, der Haupt- und Hilfslehrer;

- c. die Genehmigung der Reglemente, des Unterrichtsprogrammes, des Budgets, des Jahresberichtes und der Jahresrechnung;
- d. die Erledigung von Stipendiengesuchen der Zöglinge;
- e. Beschlußfassung über Kauf und Verkauf, Pacht und Miete von Liegenschaften, sowie über den laufenden Unterhalt hinausgehender Reparaturen.
- f. die Gewährung von Urlaub über 10 Tage an Direktor und Lehrer.

79. 3. Arrêté revisant l'article 19 du règlement général pour les écoles primaires du Canton de Neuchâtel concernant le certificat d'études primaires. (Du 16 février 1907.)

Le Conseil d'Etat de la République et Canton de Neuchâtel, vu le préavis unanime de la Commission des examens en obtention du certificat d'études primaires de reviser l'article 19 du règlement général pour les écoles primaires; sur la proposition du Conseiller d'Etat, Chef du Département de l'Instruction publique,

arrête:

L'alinéa 4 de l'article 19 du règlement précité est révisé comme suit:
Elles comprennent:

1. Une dictée orthographique de 25 lignes au plus, tirées d'un auteur facile; le point final de chaque phrase est indiqué. Toutefois, il est facultatif au jury d'apprécier l'orthographe des candidats au moyen de la composition; dans ce cas, l'épreuve de la dictée est supprimée.

80. 4. Décret fixant la répartition des frais de l'enseignement secondaire au Canton de Neuchâtel. (Du 14 mai 1906.)

Le Grand Conseil de la République et Canton de Neuchâtel, sur la proposition du Conseil d'Etat et d'une Commission spéciale,

décète:

Art. 1^{er}. L'Etat subventionne comme enseignement secondaire l'enseignement secondaire proprement dit et l'enseignement classique.

Art. 2. Des établissements nouveaux d'enseignement secondaire ne peuvent être fondés que par décret du Grand Conseil ensuite de rapports présentés par le Conseil d'Etat.

Art. 3. La subvention de l'Etat est proportionnelle aux dépenses faites par les communes pour traitements du personnel enseignant et dirigeant des établissements d'enseignement secondaire.

Elle est égale au 40% de l'ensemble des traitements de toutes les écoles du canton, déduction faite des écolages payés par les élèves, et s'applique:

- a. Aux traitements du personnel dirigeant (direction et secrétariat) pour la totalité de ces traitements.
- b. Aux traitements du personnel enseignant jusqu'aux maxima suivants:

Villes (Neuchâtel, Le Locle, La Chaux-de-Fonds): Ecoles secondaires et classiques, traitement fixe fr. 3000; heure hebdomadaire fr. 150.

Gymnases communaux, y compris écoles supérieures de jeunes filles, traitement fixe fr. 3000; heure hebdomadaire fr. 200.

Autres communes: Ecoles secondaires, traitement fixe fr. 2000; heure hebdomadaire fr. 125.

Les communes ont la faculté d'augmenter, sous réserve de l'approbation du Conseil d'Etat, les traitements indiqués ci-dessus et d'accorder au personnel enseignant secondaire une haute-paie communale. — Elles ne reçoivent d'allocation de l'Etat ni pour les augmentations, ni pour la part de la haute-paie qui élèveraient les traitements au-delà des maxima fixés.

Art. 4. Le montant de la subvention de l'Etat est réparti aux communes qui sont le siège d'un enseignement secondaire reconnu par l'Etat.

Il est attribué aux communes qui possèdent des écoles secondaires une somme fixe de fr. 2000 à titre de subvention première et minimale.

La répartition du surplus est faite:

1. En prenant d'une part comme facteur actif:

a. L'ensemble des traitements à la charge des communes, moins les écolages payés par les élèves.

b. Le produit des taxes locales perçues en vertu des articles 1 et 4 de la loi sur les impositions communales.

2. En prenant d'autre part, comme facteur passif, la richesse locale représentée par le produit de l'impôt payé à l'Etat dans le territoire.

En conséquence, le montant des traitements payés, déduction faite des écolages, multiplié par celui des taxes locales et divisé par le produit de l'impôt direct de l'Etat perçu dans la localité, donne le nombre de points attribués à chacune des communes par la répartition de l'allocation.

Art. 5. Les Conseils communaux doivent présenter au Conseil d'Etat, avant le 15 septembre, les budgets de leurs écoles secondaires.

A défaut de cette présentation, l'allocation de l'Etat sera calculée sur les comptes de l'année précédente.

Le Conseil d'Etat présente au Grand Conseil, avec le budget de l'Etat, les tableaux des allocations en faveur de l'enseignement secondaire établis d'après les budgets de ces écoles, et prévise sur toute modification apportée par une commune à son budget scolaire de l'année précédente.

Art. 6. Les Conseils communaux doivent transmettre au Conseil d'Etat, jusqu'au 31 mars, les comptes des écoles secondaires, arrêtés au 31 décembre précédent.

Au moyen de ces comptes, le Conseil d'Etat détermine le chiffre définitif de l'allocation de l'Etat pour l'année écoulée.

Si les chiffres des comptes ne sont pas conformes au budget, la différence est réglée dans le prochain tableau.

Les communes ne reçoivent pas d'allocations de l'Etat pour les dépenses scolaires nouvelles votées par elles, qui ne figureraient pas au budget.

Les allocations votées par le Grand Conseil sont payées par trimestre.

Art. 7. Pour être admis à l'école secondaire, l'élève doit posséder le certificat d'études primaires ou subir un examen sur les branches principales de l'enseignement primaire.

Art. 8. Les communes qui ne possèdent pas d'école secondaire ont le droit de faire subir un examen préliminaire aux élèves de leur ressort qui se proposent d'entrer dans une école secondaire.

Cet examen se fait par les soins de la Commission scolaire du domicile de l'élève, en présence de l'inspecteur des écoles ou d'un délégué du Département de l'Instruction publique.

La commune payera, pour les élèves qui auront subi cet examen avec succès, l'écolage prévu au 5^{me} alinéa de l'article 9.

Art. 9. Toute école secondaire ou classique est ouverte à des élèves externes, c'est-à-dire à des élèves n'habitant pas le territoire de la commune qui est le siège de l'école.

Tout élève habitant le canton a le droit de fréquenter l'école secondaire la plus rapprochée de son domicile, ou celle à laquelle il peut le plus facilement et le plus rapidement se rendre.

Cependant, la commission d'une autre école peut l'admettre comme élève et, dans ce cas, l'astreindre à payer un écolage de cinquante francs au maximum.

Les élèves externes des classes non gratuites paient le même écolage que les élèves internes.

Pour les élèves externes des classes gratuites, la commune qui est le siège de l'école a le droit de se faire payer par les communes des domiciles des mêmes élèves, à titre d'écolage, une contribution de cinquante francs au maximum pour chaque élève.

Le taux des contributions peut varier entre les localités à raison de leurs charges et de la distance qui les sépare de l'école.

Les écolages se paient par semestre.

Art. 10. Les communes ne sont pas tenues de payer l'écolage d'un élève dont les parents n'habitent pas le canton, lorsque celui-ci entre à l'école secondaire dans une classe gratuite, à l'âge de 15 ans révolus; dans ce cas, l'écolage est dû par l'élève.

Art. 11. Le Conseil d'Etat statuera sur tout conflit qui pourrait s'élever entre les communes au sujet des contributions aux dépenses de l'enseignement secondaire.

Dispositions transitoires, abrogatoires et finales.

Art. 12. Afin de permettre aux communes de prendre les mesures budgétaires que nécessite la réduction de la subvention de l'Etat, cette réduction du 50 au 40% sera répartie sur une période de dix ans à raison de 1% par an.

Art. 13. Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret, et notamment le décret du 25 mars 1891 fixant une nouvelle répartition des frais de l'enseignement secondaire.

Art. 14. Le Conseil d'Etat est chargé de pourvoir, s'il y a lieu, après les formalités du referendum, à la promulgation et à l'exécution du présent décret.

Art. 15. Le présent décret entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1907.

81. 5. Décret portant revision de la loi sur l'enseignement professionnel au Canton de Neuchâtel, du 21 novembre 1898. (Du 12 juillet 1906.)

Le Grand Conseil de la République et Canton de Neuchâtel, sur la proposition du Conseil d'Etat et d'une Commission spéciale,

décète:

Art. 1^{er}. L'article 3 (alinéa 1) et l'article 7 de la loi sur l'enseignement professionnel du 21 novembre 1898, révisée le 20 novembre 1899, sont abrogés et remplacés par les articles suivants:

Art. 3 (alinéa 1). Des nouveaux établissements d'enseignement professionnel ne pourront être fondés que par arrêtés du Conseil général de commune, ratifiés par décret du Grand Conseil.

Art. 7. Le Grand Conseil accorde à chaque école professionnelle communale une allocation calculée à raison de 35% de ses dépenses pour traitements du personnel enseignant, déduction faite des écolages et des recettes diverses, et de 20% des dépenses pour matériel d'enseignement.

L'allocation du 35% pour traitements s'applique:

- a. Aux traitements du personnel dirigeant (direction et administration), pour la totalité de ces traitements.
- b. Aux autres traitements jusqu'au maximum de fr. 150 l'heure hebdomadaire.

Cette dernière restriction ne s'applique pas aux écoles professionnelles dont la durée des cours n'est pas annuelle.

Art. 2. Afin de permettre aux écoles professionnelles communales de prendre les mesures budgétaires que nécessite la revision de l'article 7, l'Etat continuera à subventionner les écoles existantes sur la base des dispositions actuelles pendant une période de dix ans à partir de 1907. Toutefois, il sera opéré chaque

année une réduction annuelle et progressive du 3^o/o sur cette allocation, de façon à ce que cette réduction atteigne en 1916 le 30^o/o de la somme à laquelle chaque école aurait droit en application de la loi du 21 novembre 1898, révisée en 1899 (en 1907: 3^o/o de réduction, en 1908: 6^o/o, en 1909: 9^o/o, etc). Pendant cette période, il ne sera tenu compte, pour le calcul de l'allocation, aux écoles logées dans des bâtiments subventionnés par l'Etat, que du 75^o/o du loyer admis à la subvention fédérale.

Art. 3. A partir de l'année 1907, les dépenses nouvelles résultant du développement des écoles professionnelles seront subventionnées d'après l'article 7 nouveau ci-dessus, de la loi sur l'enseignement professionnel du 21 novembre 1898, révisée le 20 novembre 1899.

Art. 4. Dès l'année 1917, toutes les allocations aux écoles professionnelles seront calculées sur la base de l'article 7 nouveau.

Art. 5. Le Conseil d'Etat est chargé de pourvoir, s'il y a lieu, après les formalités du referendum, à la promulgation et à l'exécution du présent décret.

82. 6. Règlement de l'Ecole normale cantonale de Neuchâtel. (Du 10 juillet 1906.)

Le Conseil d'Etat de la République et Canton de Neuchâtel, vu le décret du Grand Conseil du 21 novembre 1904, concernant l'Ecole normale cantonale; vu l'article 3 du règlement de la Commission consultative pour l'enseignement supérieur; entendu le Conseiller d'Etat, Chef du Département de l'Instruction publique,

arrête:

Chapitre Ier. — Organisation générale des études.

Art. 1^{er}. L'Ecole normale cantonale a pour but de préparer des jeunes gens des deux sexes à l'enseignement primaire et des jeunes filles à l'enseignement dans les écoles enfantines.

Elle est gratuite.

Art. 2. A l'Ecole normale sont annexées deux classes frœbeliennes d'application. Pour la pratique de l'enseignement primaire, les élèves sont introduits par les soins du Directeur dans les classes primaires de la ville.

Art. 3. L'Ecole normale comprend trois années d'étude.

Les classes sont mixtes.

Art. 4. L'âge d'admission est de quinze ans.

Sont admis sans examen:

En 1^{re} année: Les élèves qui sortent avec un certificat d'études satisfaisant de la 2^{me} ou de la 3^{me} année d'une école secondaire du canton qui n'a pas de section pédagogique.

En 2^{me} année, les élèves qui sortent avec un certificat d'études satisfaisant de la 3^{me} année de la section pédagogique d'une école secondaire du canton.

Art. 5. L'examen d'admission comprend une composition française, une dictée orthographique, un travail sur une ou plusieurs questions d'arithmétique, un dessin élémentaire à main levée, un examen oral sur la grammaire française, la géographie et l'histoire.

Art. 6. Tout élève qui, pendant ses études antérieures, a été dispensé d'une branche d'enseignement, pourra être appelé à subir un examen sur cette branche. Si l'examen est insuffisant, l'élève ne sera admis que conditionnellement.

Art. 7. La surveillance sanitaire de l'Ecole normale est remise à un médecin désigné par le Département de l'Instruction publique au commencement de chaque législature.

Ce médecin visitera au moins une fois par an les locaux occupés par l'Ecole. Il procédera au commencement du semestre d'été à l'examen de tous les élèves de l'Ecole. Le Directeur et l'institutrice surveillante l'assisteront dans cet examen.

Dans le courant de l'année il procédera à un examen général ou individuel des élèves, s'il le juge utile.

Le Directeur peut requérir une inspection générale ou l'examen médical d'un élève chaque fois que cela lui paraîtra nécessaire.

Si l'état de santé d'un élève exige des soins spéciaux ou son renvoi temporaire ou définitif de l'Ecole, le Directeur en informera immédiatement les parents.

Art. 8. L'année scolaire commence en avril.

Les vacances sont fixées par le Directeur après avoir pris l'avis du Département de l'Instruction publique.

Les classes d'application ont les mêmes vacances que l'Ecole normale.

Art. 9. Le plan d'études élaboré par la conférence des maîtres est adopté par le Département de l'Instruction publique sur le préavis de la Commission consultative pour l'enseignement supérieur.

Art. 10. Le tableau des leçons est arrêté par le Directeur avant le commencement de l'année scolaire.

Chapitre II. — Administration. — Direction.

Art. 11. La haute surveillance de l'Ecole normale cantonale est exercée par le Département de l'Instruction publique et par la Commission consultative pour l'enseignement supérieur, laquelle délègue à une sous-commission le devoir de visiter l'Ecole et de contrôler la marche des études.

Art. 12. Les autorités chargées de l'administration et de la surveillance immédiate de l'Ecole normale sont :

1. Le Directeur. 2. La Conférence des maîtres.

Art. 13. Le Directeur est nommé par le Conseil d'Etat. Il peut être choisi parmi les professeurs de l'Ecole normale.

Il est chargé de l'inscription et de la discipline des élèves, de la surveillance de l'enseignement et des mesures d'ordre intérieur à prendre.

Il administre le budget de l'Ecole.

Il adresse à la fin de l'année scolaire au Département de l'Instruction publique un rapport détaillé sur la marche de l'Ecole.

Il est secondé dans ses fonctions par l'institutrice surveillante. En cas d'empêchement il est suppléé par un membre du corps enseignant de l'Ecole désigné par le Département de l'Instruction publique.

Art. 14. La Conférence est formée des professeurs, de l'institutrice surveillante, des institutrices des classes annexes et des maîtres spéciaux siégeant sous la présidence du Directeur.

Elle se réunit au moins une fois par trimestre et chaque fois que trois maîtres au moins en font la demande.

Elle délibère sur les objets qui lui sont soumis par le Directeur ou par l'un de ses membres.

Elle arrête les promotions des élèves sur la base de trois bulletins trimestriels.

Art. 15. Le procès-verbal des séances de la conférence est rédigé à tour de rôle par les membres de la conférence, suivant l'ordre alphabétique.

Chapitre III. — Des élèves.

Art. 16. Outre des élèves réguliers, l'Ecole normale admet des auditeurs et des auditrices.

Les auditeurs et les auditrices paient trois francs par an pour chaque heure hebdomadaire de leçon.

Les auditrices qui ne suivent que les cours pratiques de la section fröebienne paient cinq francs par mois ou vingt francs pour un semestre.

Art. 17. Les élèves neuchâtelois et ceux qui sont originaires d'un autre canton suisse, mais dont les parents sont domiciliés dans le canton de Neuchâtel, peuvent être mis au bénéfice d'une bourse.

La demande de bourse est adressée au Directeur de l'Ecole. Elle doit être signée par l'élève, apostillée par son père ou sa mère ou son tuteur et accompagnée d'une recommandation de l'autorité communale du domicile de l'élève.

La première bourse est accordée à titre provisoire. Si le premier bulletin est insuffisant, les parents de l'élève y sont rendus attentifs par lettre du Directeur. Si le second bulletin est encore insuffisant, la bourse est supprimée pour la fin de l'année scolaire.

Un élève boursier non promu perd pour l'année suivante tout droit à une bourse.

Le maximum qui peut être accordé comme bourse est de fr. 300 pour les élèves domiciliés à Neuchâtel-Ville, de fr. 400 pour les élèves domiciliés dans la banlieue et de fr. 600 pour les élèves mis en pension à Neuchâtel.

Les bourses sont accordées pour une année par le Conseil d'Etat sur le préavis du Département de l'Instruction publique.

83. 7. Vorschriften für die Prüfung der physischen Leistungsfähigkeit der Stellungspflichtigen bei der Rekrutierung im Jahre 1907. (Vom 1. Mai 1907.)

Art. 1. Bei Anlaß der Rekrutierung im Jahre 1907 wird eine Prüfung der physischen Leistungsfähigkeit der stellungspflichtigen Mannschaft vorgenommen.

Art. 2. Dieser Prüfung haben sich alle Stellungspflichtigen zu unterziehen, die die pädagogische Prüfung zu bestehen haben, ausgenommen die, die infolge eines äußerlich sichtbaren Konstitutionsfehlers oder gemäß Weisung der sanitarischen Untersuchungskommission davon dispensiert werden müssen.

Art. 3. Von der physischen Prüfung dispensierte Rekruten (Art. 2) sind durch die sanitarische Untersuchungskommission mit einem Ausweis zu versehen, der den Dispensationsgrund enthält und den turnerischen Experten abzugeben ist.

Art. 4. Die Prüfung hat stets nach der sanitarischen Untersuchung und vor der Zuteilung der Diensttauglichen zu den Waffengattungen stattzufinden und erstreckt sich auf einen Weitsprung, das Heben eines Hantels und einen Schnellauf.

- a. Der Weitsprung ist mit beliebigem Anlauf und Aufsprung ohne Sprungbrett von deutlich markierter Aufsprungstelle aus auf weichem Boden auszuführen. Die Sprungweite von der markierten Aufsprungstelle bis zum Aufschlag der Absätze wird gemessen und auf 10 cm. genau eingetragen (2 m., 2,10 m., 2,20 m., etc.).

Wer das Sprungmal übertritt, erhält einen Abzug in der Notierung gleich der Größe des Übertretens. Erfolgt der Aufsprung vor dem Sprungmal, so wird nur die Strecke vom Sprungmal bis zur Niedersprungstelle notiert.

- b. Das Heben eines Hantels von 17 kg. Gewicht geschieht in mäßiger Grätschstellung langsam vom Boden zur Hochhalte mit hierauf folgendem langsamen Senken viermal mit dem einen und ohne Niederlegen des Hantels sofort viermal mit dem andern Arme. Es wird notiert, wie oft der Hantel links und rechts gehoben wurde.

Schwunghaftes Heben wird nicht gezählt.

- c. Der Schnellauf ist auf nicht schlüpfrigem Boden längs einer geraden möglichst horizontalen Strecke von 80 m. vorzunehmen. Die zum Durchlaufen dieser Distanz erforderliche Zeit wird mit Stecheruhr abge-

nommen und auf zwei Zehntels-Sekunden eingetragen (12,2, 12,4, 12,6 etc.). Der eine Experte steht mit der Stecheruhr bei der Abgangsstelle und gibt das Kommando zum Lauf, der andere Experte oder ein zuverlässiger Gehülfe steht am Ziel und gibt durch Senken des hochgehobenen Armes das Zeichen, wann der Läufer das Ziel passiert.

Die Wiederholung einer der unter *a*, *b*, und *c* genannten Übungen ist unstatthaft.

Alle Übungen sind im gewöhnlichen Schuhwerk auszuführen. Der Rock darf hierzu ausgezogen werden.

Art. 5. Die turnerischen Leistungen werden wie folgt gewertet:

a. Weitsprung.

Note 5 für eine Sprungweite unter 2 m.; — Note 4 für eine Sprungweite von 2 m. bis 2,50 m.; — Note 3 für eine Sprungweite von 2,50 m. bis 3 m.; — Note 2 für eine Sprungweite von 3 m. bis 3,50 m.; — Note 1 für eine Sprungweite von 3,50 m. und mehr.

b. Heben.

Note 5 für 0 oder 1 maliges Heben; — Note 4 für 2 oder 3 maliges Heben; — Note 3 für 4 oder 5 maliges Heben; — Note 2 für 6 oder 7 maliges Heben; — Note 1 für 8 maliges Heben.

c. Lauf.

Note 5 für erforderliche Zeit von mehr als 17 Sekunden; — Note 4 für erforderliche Zeit von 15,2 bis 17 Sekunden; — Note 3 für erforderliche Zeit von 13,2 bis 15 Sekunden; — Note 2 für erforderliche Zeit von 12 bis 13 Sekunden; — Note 1 für erforderliche Zeit unter 12 Sekunden.

Art. 6. Zur Vornahme der physischen Prüfung ernennt das schweiz. Militärdepartement für jeden Divisionskreis die nötige Zahl von ersten und zweiten Experten und Suppleanten. Der erstgenannte Experte jeder Division organisiert die Diensterteilung nach Anhörung der Wünsche seiner Kollegen. Die Einteilung ist dem Präsidenten der eidgenössischen Turnkommission zur Genehmigung vorzulegen und darauf dem Aushebungsoffizier der Division einzusenden.

Bei Verhinderung eines Experten hat der erstgenannte Experte für Stellvertretung zu sorgen unter Kenntnissgabe an den Präsidenten der Turnkommission.

Art. 7. Die Experten bezeichnen unter Genehmigung des Aushebungsoffiziers den Übungsraum, leiten die Prüfung, beurteilen die Leistungen und besorgen die schriftlichen Arbeiten. Sie tragen Zivilkleidung.

Art. 8. Für jeden Stellungspflichtigen (auch für die von der physischen Prüfung Dispensierten) ist ein besonderes Prüfungsblatt zu erstellen, welches enthält: Die Personalien, Angaben über bisherige turnerische Tätigkeit, die turnerischen Leistungen oder den Grund der Dispensation von der Prüfung, das Ergebnis der sanitärischen Untersuchung.

Jedes Blatt trägt eine Ordnungsnummer, die mit der auf dem pädagogischen Prüfungsblatt des gleichen Stellungspflichtigen übereinstimmen soll.

Art. 9. Die Personalien sind durch den Stellungspflichtigen selbst gleichzeitig mit denen auf dem pädagogischen Blatte einzutragen, unter Anwesenheit eines Turnexperten.

Die Ergebnisse der sanitärischen Untersuchung sind durch den Sekretär der sanitärischen Untersuchungskommission anzumerken.

Alle übrigen Rubriken werden durch die Turnexperten ausgefüllt.

Art. 10. Nach Beendigung der physischen Prüfung sind die Tabellen auszufertigen und die Noten in den für die Kantone bestimmten Ausweis einzutragen.

Ort der Aushebung:

Division.....

19.....

Pädagogische }
Kontrollnummer }

Turnerisches Prüfungsblatt.

Name:..... Vorname:..... Beruf:.....

Schulbesuch: Art	Ort	Bezirk	Kanton
a.
b.
c.
d.

Haben Sie in der Schule regelmäßig Turnunterricht genossen? Ja.*
Nein.*

Haben Sie in irgend einem Verein körperliche Übungen getrieben?
Ja.* Nein.*

Wenn Ja: a. In einem Turnverein? Ja.* Nein.* Wenn Ja: Wie lange?
..... Jahre; Monate.

b. In einem Sportverein? Ja.* Nein.* Wenn Ja: Wie lange?
..... Jahre; Monate.

c. Im militär. Vorunterricht? Ja.* Nein.* Wenn Ja: Wie
viele Kurse?

Turnerische Leistungen:

Note

1. Weitsprung: m.
2. Heben: links mal; rechts mal
3. Schnellauf: Sekunden

Von der Turnprüfung ganz* oder teilweise* dispensiert wegen:

Ergebnis der sanitärischen Untersuchung:

Tauglich.* Zurückgestellt.* Untauglich.*

Wenn „zurückgestellt“ oder „untauglich“: Angabe der Nummer der
„Spezifikation der Dienstbefreiungsgründe“ (siehe Instruktion über die
sanitärische Beurteilung der Wehrpflichtigen vom 2. September 1887,
Seite 98). Dienstbefreiungsgrund: Nr.....

NB. * Das zutreffende Wort ist zu unterstreichen.

Art. 11. Prüfungsblätter und Tabellen sind nach sorgfältiger Verifikation
täglich dem erstgenannten Turnexperten der Division einzusenden, der sie nach
Beendigung der Aushebung dem eidg. statistischen Bureau abliefern.

Art. 12. In jedem Divisionskreise erstattet der erstgenannte Experte inner-
halb Monatsfrist nach dem letzten Rekrutierungstage Bericht nach Formular
und sendet ihn an den Präsidenten der eidgenössischen Turnkommission zuhanden
des schweiz. Militärdepartementes.

a. Primarschule, Gemeindeschule, Erweiterte Oberschule, Regionalschule, Anstalt. b. Sekundar-, Bezirks-, untere Klassen
der Kantons-, Real- oder Industrieschule oder unteres Gymnasium. c. Obere Klassen der Gymnasien und Realschulen,
Technikum, Seminar, Hochschule. d. Fortbildungs-, Bürger-, Handwerker- oder Rekrutenschule, Berufsschule.

Art. 13. Hanteln, Stecheruhren und sonstige Prüfungsgegenstände bleiben in jedem Divisionskreise in Verwahrung des erstgenannten Experten.

Art. 14. Die statistische Bearbeitung der Prüfungsergebnisse ist Aufgabe des eidg. statistischen Bureaus.

Art. 15. Die ersten Experten beziehen ein Taggeld von Fr. 18, die zweiten Experten ein solches von Fr. 15 und beide die reglementarische Reiseentschädigung.

Art. 16. Das schweiz. Militärdepartement behält sich vor, durch eine besondere Abordnung vom Gange der turnerischen Prüfung Einsicht nehmen zu lassen.

Art. 17. Diese Vorschriften werden der Abteilung für Sanität, dem Oberkriegskommissariat, dem eidg. statistischen Bureau, den Aushebungsoffizieren, den Aushebungsärzten, den Kreiskommandanten, den pädagogischen und turnerischen Experten zugestellt.

Inhalt
der Bände der schweizerischen Schulstatistik 1894/95.
REGISTRE DE LA STATISTIQUE SCOLAIRE 1894/95
von Dr. **A. Huber.**

I. Band. — I^{er} volume.

Organisationsverhältnisse der Primarschulen (Schuldauer, Schülerverhältnisse, etc.) 1894/95.

Organisation des écoles primaires (Durée de l'enseignement, élèves, etc.) 1894/95.
gr. 8° broschiert XXVIII + 332 + 407 = 767 Seiten.

II. Band. — II^e volume.

Die schweizerische Primarlehrerschaft. 1895.

Le personnel enseignant des écoles primaires suisses. 1895.
gr. 8° broschiert XX + 242 + 213 = 475 Seiten.

III. Band. — III^e volume.

Die Arbeitsschulen für Mädchen in der Schweiz auf der Primarschulstufe. 1894/95.

Les écoles d'ouvrages des filles dans l'enseignement primaire, en Suisse. 1894/95.
gr. 8° broschiert XVI + 66 + 148 = 230 Seiten.

IV. Band. — IV^e volume.

Ökonomische Verhältnisse der schweizerischen Primarschulen. 1894.

Economie des écoles primaires suisses en 1894.
gr. 8° broschiert XX + 60 + 95 = 175 Seiten.

V. Band. — V^e volume.

Sekundarschulen, Mittelschulen, Fortbildungsschulen, Berufsschulen, Hochschulen, Musikschulen. 1894/95.

Enseignement secondaire et supérieure (écoles secondaires, écoles moyennes, écoles d'adultes, écoles professionnelles, Universités, écoles de musique) en 1894/95.
gr. 8° broschiert XXX + 487 + 531 = 1048 Seiten.

VI. Band. — VI^e volume.

Kindergärten, Kleinkinderschulen, Privat-Primar-, -Sekundar- und -Mittelschulen; Spezialschulen (Waisenanstalten, Rettungsanstalten, etc.).

Jardins d'enfants, écoles enfantines, écoles privées (enseignement primaire, secondaire et supérieur), écoles spéciales (orphelinats, asiles, etc.).
gr. 8° broschiert XII + 38 + 103 = 153 Seiten.

VII. Band. — VII^e volume.

Zusammenfassende Übersichten nach Bezirken und Kantonen.


Tableaux de récapitulations des districts et des cantons.
gr. 8° broschiert X + 113 = 123 Seiten.

VIII. Band. — VIII^e volume.

I. Teil: Geschichtlicher Überblick, Übersicht über die Schulgesetzgebung des Bundes und der Kantone, Rekrutenprüfungen; II.—VII. Teil: Die Gesetzgebung der Kantone nach Schulstufen und Schulgruppen.

I^{re} partie: Introduction historique, législation scolaire de la Confédération et des Cantons, Examens des recrues; II^e à VII^e partie: La législation des cantons d'après les degrés et groupes scolaires.

gr. 8° broschiert XXIV + 1340 = 1364 Seiten.

 Das ganze Werk von 8 Bänden mit 4335 Seiten ist zu sehr reduzierten Preisen beim eidgen. Departement des Innern in Bern erhältlich. Es sind auch einzelne Bände käuflich.

Art. Institut Orell Füssli, Verlag, Zürich.

Ferner erschien:

Jahrbuch des Unterrichtswesens in der Schweiz 1899.

Bearbeitet von Dr. **A. Huber.**

gr. 8° broschiert. XII, 169 und 260 Seiten. 7 Franken.

Einleitende Arbeit: **Die ökonomische Stellung der Primarlehrer in den einzelnen Kantonen der Schweiz auf Ende des Jahres 1900.** 27 Seiten.

Art. Institut Orell Füssli, Verlag, Zürich.

Jahrbuch des Unterrichtswesens in der Schweiz 1900.

Bearbeitet von Dr. A. Huber.

gr. 8^o broschiert. XII, 203 und 356 Seiten. 7 Franken.

Einleitende Arbeit: **Stadtrat Johann Kaspar Grob, 1841—1901. Eine biographische Skizze.** 88 Seiten.

Jahrbuch des Unterrichtswesens in der Schweiz 1901.

Bearbeitet von Dr. A. Huber.

gr. 8^o broschiert. XIV, 167 und 216 Seiten. 7 Franken.

Einleitende Arbeit: **Der Kampf um die eidgenössische Schulsabvention.** 51 Seiten.

Jahrbuch des Unterrichtswesens in der Schweiz 1902.

Bearbeitet von Dr. A. Huber.

gr. 8^o broschiert. XIV, 173 und 255 Seiten. 7 Franken.

Einleitende Arbeit: **Das Bundesgesetz betreffend die Unterstützung der öffentlichen Primarschule vom 25. Juni 1903 und die von den Kantonen auf Grund dieses Gesetzes vorgenommene Verteilung der Primarschulsabvention des Bundes für das Jahr 1903.** 68 Seiten.

Jahrbuch des Unterrichtswesens in der Schweiz 1903.

Bearbeitet von Dr. A. Huber.

gr. 8^o broschiert. XII, 183 und 164 Seiten. 7 Franken.

Einleitende Arbeiten: **Die Unterstützung der kantonalen Hochschulen durch den Bund.** 40 Seiten. — **Die Verteilung der Primarschulsabvention des Bundes für 1904.** 31 Seiten.

Jahrbuch des Unterrichtswesens in der Schweiz 1904.

Bearbeitet von Dr. A. Huber.

gr. 8^o broschiert. XV, 166 und 179 Seiten. 7 Franken.

Einleitende Arbeiten: **I. Die Verteilung der Primarschulsabvention des Bundes für das Jahr 1905 und Überblick über die der Subvention in den Jahren 1903-1905 gegebene Verwendung.** **II. Das geltende Recht für die Unterstützung der öffentlichen staatlichen Primarschule durch den Bund.** 52 Seiten.

Jahrbuch des Unterrichtswesens in der Schweiz 1905.

Bearbeitet von Dr. A. Huber.

gr. 8^o broschiert. XVI, 255 und 259 Seiten. 7 Franken.

Einleitende Arbeit: **Die Unentgeltlichkeit der individuellen Lehrmittel und Schulmaterialien in der Schweiz auf Ende 1906.** 71 Seiten.

Jahrbuch des Unterrichtswesens in der Schweiz 1906.

Bearbeitet von Dr. A. Huber.

gr. 8^o broschiert. XII, 343 und 179 Seiten. 7 Franken.

Einleitende Arbeiten: **Der schweizerische Schulatlas.** 62 Seiten. **Der Kampf gegen den Alkohol im Schul- und Erziehungswesen der Schweiz.** 44 Seiten. **Allgemeiner pädagogischer Jahresbericht.** 55 Seiten.

Jahrbuch des Unterrichtswesens in der Schweiz 1907.

Bearbeitet von Dr. A. Huber.

gr. 8^o broschiert. XIV, 252 und 248 Seiten. 7 Franken.

Einleitende Arbeiten: **Die Entwicklung des schweizerischen Schulwesens in den letzten Jahrzehnten, dargestellt durch einige statistische Übersichten.** 8 Seiten. **Allgemeiner pädagogischer Jahresbericht.**